

Les divisions de Die Linke, signes d'une gauche allemande à la dérive

mercredi 13 septembre 2023, par [BALHORN Loren](#) (Date de rédaction antérieure : 22 août 2023).

En Allemagne, Die Linke, le parti de gauche radicale, est au bord de la rupture. Son ancienne figure de proue Sahra Wagenknecht, qui jouit d'une forte popularité, entend le quitter pour fonder son propre mouvement. Elle accuse Die Linke d'avoir versé dans une surenchère « sociétale ». Avec une stratégie consistant à s'appuyer sur la « société civile progressiste » (ONG écologistes, mouvements favorables à l'accueil des migrants, etc.) dont la « jeunesse » est le cœur de cible, le parti semble bien avoir abandonné ses racines populaires. Mais la stratégie de Wagenknecht, jamais avare d'une polémique contre la « culture woke », semble également fragile. Par Loren Balhorn, traduction Camil Mokaddem [1].

Après des années marquées par des revers électoraux et des luttes internes, il semblerait que les tourments du parti de gauche radicale allemand Die Linke s'achèvent enfin.

En juin dernier, les co-présidents du parti ont annoncé que le futur de Die Linke s'écrivait sans Sahra Wagenknecht, fermant ainsi la porte à la figure la plus populaire, mais aussi la plus controversée du parti. Ancienne porte-parole au Bundestag, elle est aujourd'hui peu présente au Parlement. Ses détracteurs l'accusent depuis longtemps de défier la discipline du parti pour promouvoir son propre projet politique. Celle-ci ne rate en effet jamais une occasion de critiquer ce qu'elle nomme la « gauche lifestyle » de la classe moyenne.

Il apparaît clair que le parti tel qu'il existait depuis les années 2000 n'a plus sa place dans le contexte actuel. La décision unanime des cadres de Die Linke fait écho aux déclarations des soutiens de Wagenknecht, qui évoquent ouvertement un départ depuis des mois. Le choix de l'activiste Carola Rackete [*capitaine d'un bateau transportant des immigrants, qui avait défié le ministre italien Matteo Salvini pour les faire débarquer sur l'île de Lampedusa* ndlr] et du spécialiste en médecine sociale Gerhart Trabert pour représenter Die Linke aux élections européennes n'ont fait que confirmer une scission qui paraît désormais inévitable.

La désignation de Carola Rackete comme tête de liste aux européennes, célèbre pour ses actions de sauvetage en mer auprès des embarcations de migrants, est emblématique de la voie empruntée par Die Linke. Elle est d'une grande popularité auprès des militants les plus jeunes du parti et des électeurs de centre-gauche - deux franges au cœur de la nouvelle stratégie du parti

Un tel schisme comporte des risques, notamment celui de ne voir aucun élu à gauche du SPD (parti social-démocrate allemand) siéger au parlement d'ici 2025. Une perspective qui pourrait cependant être vécue comme un soulagement, tant l'atmosphère était devenue délétère à Die Linke, marquée par l'incapacité d'un bord comme de l'autre à amorcer le moindre dialogue. L'optique d'un départ de Wagenknecht donnera enfin l'occasion à chaque camp de mesurer son projet politique à l'aune de ses succès électoraux.

Il reste toutefois de nombreux doutes à éclaircir, à commencer par le programme que chacun souhaite défendre. Une fois le départ des partisans de Wagenknecht acté, Die Linke restera divisé entre une aile de centre-gauche conciliatrice et un mouvement ouvertement radical, ce qui pourrait à l'avenir approfondir les divisions. Il sera difficile de dégringoler plus bas que ces dernières années, mais remonter la pente s'annonce fastidieux.

LE PARI HASARDEUX DE DIE LINKE

La conférence de presse du 17 juillet intronisant Rackete et Trabert entendait marquer une nouvelle ère. La désignation de Carola Rackete, célèbre pour ses actions de sauvetage en mer auprès des embarcations de migrants, est emblématique de la [voie empruntée](#) par Die Linke. L'ancienne coprésidente du groupe, Katja Kipping, avait un temps exprimé son ambition de faire de Die Linke le catalyseur des « jeunes qui veulent changer le monde ». Pour souligner cette (relative) nouvelle orientation, la conférence de presse a été suivie par [une autre](#) devant les locaux de Die Linke, au cours de laquelle des représentants de plusieurs ONG ont pu « exprimer leurs attentes, leurs souhaits et leurs critiques du parti ».

Cette annonce a été vécue comme un « putsch » par certaines voix à gauche. Le recrutement d'une figure progressiste reconnue, extérieure au parti, permet à Die Linke de montrer qu'une page est tournée. Sans aucun doute, Rackete est une personnalité populaire auprès des militants les plus jeunes du parti et des électeurs de centre-gauche - deux franges, semble-t-il, au cœur de la nouvelle stratégie du parti. Une orientation qui semble pour l'instant convenir aux anciennes figures tutélaires du parti, comme Dietmar Bartsch. Ce virage semble confirmer l'émergence d'un nouveau « centre stratégique », longtemps exigé par ses membres. Mais les militants qui ont pris la parole au cours de la conférence de presse peuvent-ils représenter une véritable base électorale ?

Die Linke jouissait autrefois d'une base de votants à l'Est - notamment des nostalgiques de l'ancienne RDA -, qui constituait une « bouée de sauvetage » parant à tout naufrage électoral. Cette base est désormais perdue

La direction de Die Linke semble miser sa survie sur la capacité des ONG et des mouvements de la « société civile » à organiser de vastes mobilisations sociales. Ils pourraient constituer une base sociale qui s'intégrerait au parti sur le long terme. Pourtant, les manifestations « antifascistes » sous le mot d'ordre « indivisibles » ([#unteilbar](#)), tout comme les *Fridays for Future*, pour citer deux mouvements notoires, étaient tout sauf homogènes. L'une comme l'autre de ces marches a uni des manifestants en faveur de politiques « progressistes » (pour une politique migratoire ouverte et des mesures climatiques à la hauteur de l'urgence), mais leur composition sociologique et leur orientation politique sont quant à elles profondément hétérogènes. Le vote Die Linke pourrait conjoncturellement les séduire, mais de telles affinités électorales sont temporaires - contrairement à celles d'un front de classe. Ainsi, cette stratégie semble limitée quant à sa capacité à refonder la base sociale durable sur laquelle la gauche s'est appuyée au cours de son histoire.

Aux difficultés sociologiques que pose cette orientation du parti s'ajoute la question de la conjoncture politique. Cette annonce arrive en effet au moment où ces mouvements se trouvent dans une impasse : les vastes mobilisations climatiques de ces dernières années, parmi les plus importantes au monde, n'ont pas réussi à contraindre le gouvernement à accélérer la transition écologique. Le vice-chancelier Robert Habeck, lui-même élu du parti écologiste Die Grünen, semble abandonner sa promesse de sortir du charbon d'ici 2038, au grand dam des ONG, dont les efforts se sont avérés vains.

En dépit des mobilisations du mouvement « indivisibles », plaidant pour une politique migratoire ouverte, le gouvernement actuel, regroupant les Verts, le SPD et les libéraux du FDP, a choisi la

doctrine opposée. La coalition tricolore a ainsi approuvé les réformes restrictives en termes d'octroi d'asile de l'Union européenne, tandis que la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser a négocié des accords avec plusieurs dirigeants autoritaires nord-africains afin de maintenir les immigrés potentiels à distance des frontières européennes. La coalition « indivisibles » [s'est dissoute en silence](#) en 2022, concédant que « la dynamique du mouvement a vécu ». Relancer cet élan, comme le souhaite Die Linke, semble relever de la gageure...

À Berlin et à travers l'Allemagne, les ONG et mouvements progressistes comptent bien un certain nombre de victoires. Mais dans l'ensemble, ils semblent incapables de résister aux vents violents qui secouent la société. Reconstruire un parti autour de ce qu'il reste de la « société civile » paraît donc hasardeux. La déclaration de Janine Wissler, qualifiant Die Linke de « pôle de l'espoir », fait écho à cette impuissance. Ni son parti, ni aucun autre groupe progressiste en Allemagne n'est actuellement en progression : tout juste Die Linke peut-il espérer glaner 5 % aux prochaines élections et sauver les meubles...

À court terme, ce pari suffira peut-être à empêcher la désintégration totale du parti. Le gouvernement ayant renoncé à ses promesses de campagne et perdu toute crédibilité, Die Linke peut en profiter pour devenir le point de chute d'un fragment de l'électorat vert et social-démocrate. Mais ces reports ne constitueront pas une base solide. Die Linke jouissait autrefois d'une base de votants à l'Est - notamment des nostalgiques de l'ancienne RDA -, qui constituait une « bouée de sauvetage » parant à tout naufrage électoral. Cette base est désormais perdue. Ainsi, Die Linke semble condamné à se retrancher vers une coalition friable de votants, dont les choix dépendent de calculs politiques conjoncturels et de convictions fluctuantes. Supposons par exemple que les Verts prennent un virage inattendu à gauche lors de la prochaine campagne : rien n'indique alors que cette coalition ne volera pas en éclats.

WAGENKNECHT AVANCE DANS LE BROUILLARD

Qu'en est-il de Wagenknecht ? Si sa popularité ne se dément pas au sein d'une partie de Die Linke et auprès d'un plus large public, les soutiens de Wagenknecht sont désormais loin du « centre stratégique » du parti. Depuis le dernier congrès, son camp n'est d'ailleurs pas représenté dans la direction. En public, Wagenknecht assure qu'elle doit encore déterminer si elle fondera un nouveau parti. En privé pourtant, son cercle s'y prépare activement et tâte le terrain auprès des cadres de Die Linke dans tout le pays.

Une chose est sûre, ce mouvement ne sera pas un nouvel [Aufstehen](#) - tentative ratée de créer un mouvement de masse peu structuré sur le modèle des Gilets jaunes. En attestent les déclarations de Wagenknecht, affirmant que la création d'un nouveau parti attirera dans son sillage des « personnalités exigeantes ». À en croire la rumeur, elle tenterait plutôt de mettre sur pied un « parti de cadres », aux effectifs plus resserrés, laissant de côté les newsletters adressées à 100.000 personnes sans tactique clairement définie. Il faudrait donc s'attendre à une organisation verticale, contrôlée, misant sur la popularité de sa figure de proue pour la propulser dans les sondages.

Ce calcul est tout sauf irréflecti. Les sondages indiquent régulièrement qu'elle figure parmi les personnalités politiques les plus populaires en Allemagne, bien au-delà de l'électorat de gauche. [Une récente enquête](#) suggère qu'un parti dirigé par Wagenknecht pourrait arriver en tête dans le Land de Thuringe l'année prochaine. [En juin](#), un autre sondage indiquait que 19 % des votants se montraient ouverts à glisser un bulletin en faveur de son hypothétique parti.

Scenario : Liste Wagenknecht (*) runs

CDU/CSU-EPP : 23% (-1)

SPD-S&D : 17% (-9)

AfD-ID : 16% (+6)

Liste Wagenknecht-* : 15 (n.a.)

GRÜNE-G/EFA : 14% (-1)

...

+/- vs. 2021 election

Fieldwork : 28-31 July 2023

Sample size : 2,003

□ <https://t.co/obOCVirbpF#btw25> pic.twitter.com/kaZY1qGAKw

— Europe Elects (@EuropeElects) [August 1, 2023](#)

Des chiffres qui impressionnent et contrastent avec les 4 ou 5 % d'intention de vote en faveur de Die Linke. D'autre part, l'idée de voir une formation Wagenknecht arracher une importante portion de l'électorat de [l'AfD](#) (Alternative pour l'Allemagne, parti d'extrême droite) est particulièrement encourageante, au vu de la progression actuelle de ce parti.

Toutefois, les sondages ne sont pas tous dithyrambiques, [une étude YouGov](#) démontre que seulement 2 % d'Allemands seraient prêts à la soutenir dans une élection nationale. De plus, il reste encore à savoir si elle se présentera elle-même comme candidate ou se cantonnera à un rôle tutélaire plus symbolique.

Pour l'heure, outre les difficiles estimations d'un soutien à un parti inexistant, les sondages très contrastés en faveur de Wagenknecht témoignent d'une faiblesse inhérente au projet : ce dernier repose totalement sur la volonté ou non de sa figure de proue à se présenter aux élections. Un point faible qui en dévoile un autre : celui du manque criant de personnel politique à ses côtés. Un problème que connaît également Die Linke, qui peine à faire émerger de nouveaux cadres du calibre de ses fondateurs. Cette faille risque cependant de pénaliser davantage la dissidente de Die Linke.

Mais arrive inévitablement un moment où il faut opérer un jugement d'importance : concernant la manière de faire connaître ses positions, les sujets à mettre en lumière, la vision du progrès social porté par le parti. Choisira-t-on de privilégier une posture « progressiste » ou préférera-t-on s'adresser aux « sans voix » et aux « laissés pour compte » ?

En effet, Wagenknecht ne pouvant se présenter à toutes les élections, il faut prendre les estimations des sondages avec des pincettes. Et si elle ne se présente pas et opte pour un rôle plus symbolique, convertir ces enquêtes d'opinion encourageantes en résultats – sans parler d'une organisation politique nationale –, sera encore plus compliqué. Il est donc probable qu'une liste de candidats « d'inspiration Wagenknecht » voie le jour d'ici les élections européennes de 2024, sorte de ballon d'essai avant le lancement d'un véritable parti politique.

LES VOIES VERS LA RECONSTRUCTION D'UN MOUVEMENT POPULAIRE

Au-delà des sondages, les interrogations autour de la scission à venir posent la question de la capacité de chaque camp à consolider une gauche toujours plus fragmentée, et à renouer avec des

syndicats qui, eux, demeurent puissants. Là aussi, la situation n'a rien d'encourageant...

Les nominations de Carola Rackete et Gerhard Trabert confirment globalement les accusations de Wagenknecht envers Die Linke, à savoir l'abandon progressif du bassin électoral ouvrier « traditionnel », au profit de l'électorat des classes moyennes urbaines. Bien sûr, Die Linke n'a pas délaissé les sujets sociaux ; en juillet, le coprésident Martin Schirdewan et le doyen du parti Gregor Gysi ont par exemple proposé une série de mesures visant à s'attaquer à la crise du coût du logement en taxant les plus riches. Indéniablement, le parti a toutefois opéré un virage rhétorique visant à se présenter, avec un succès mitigé, comme une formation favorable à la « société civile » plutôt qu'un parti de la classe ouvrière.

Les cadres de Die Linke réfutent cette accusation, arguant qu'il est possible d'aborder simultanément différentes luttes sociales pour les faire converger. Une affirmation en théorie correcte, mais qui passe à côté de problèmes majeurs. Bien sûr, les partis de gauche doivent prendre position sur un large éventail de sujets. Mais arrive inévitablement un moment où il faut opérer un jugement d'importance : concernant la manière de faire connaître ses positions, les sujets à mettre en lumière, la vision du progrès social porté par le parti. Choisira-t-on de privilégier une posture « progressiste » ou préférera-t-on s'adresser aux « sans voix » et aux « laissés pour compte » ? Die Linke a choisi la première option.

Tout porte à croire que cette stratégie peine à porter ses fruits auprès des électeurs, Die Linke ayant subi un revers [revers retentissant](#) parmi la classe ouvrière et les syndicats lors des élections de 2021. Même à Berlin, pourtant plus réceptive aux orientations « sociétales » du parti que le reste du pays, le soutien se fissure, comme on l'observe dans les bastions historiques de l'Est de la ville - tandis que la progression observée dans l'Ouest sont trop minces pour équilibrer la balance. Peut-on attribuer ce déclin au nouveau visage du parti ou à des dynamiques plus profondes ? Le débat reste entier, mais nul besoin d'être professeur en sciences politiques pour comprendre que les problèmes du parti ne sont pas entièrement imputables aux charges médiatiques de Sahra Wagenknecht.

De son côté, si cette dernière a reproché à juste titre à Die Linke de s'éloigner du mouvement ouvrier, ses solutions sont peu convaincantes. Loin de l'image radicale qu'elle se plaît à renvoyer dans la sphère publique, la plupart de ses idées renvoient plutôt à un programme social-démocrate des années 1980. Sur le plan économique, sa vision s'aligne plus ou moins sur celle des syndicats, qu'elle double parfois sur leur droite. En attestent ses sorties sur la dette publique, qu'elle juge excessive, ses critiques contre les tentatives du gouvernement d'interdire progressivement les chaudières à gaz, ou encore... ses charges contre la faiblesse des taux d'intérêt, coupables, selon elle, de ruiner la classe moyenne !

Alors qu'elle accuse ses anciens camarades d'aliéner la classe ouvrière en cédant aux guerres culturelles de la gauche libérale, Wagenknecht consacre elle-même de plus en plus d'attention à ces combats culturels en alimentant les polémiques contre la culture « woke ».

Du reste, Wagenknecht n'évoque que très rarement les organisations syndicales dans ses interventions. Il est rare de la voir au contact de grévistes ou, d'échanger avec les « gens normaux » qu'elle accuse pourtant son parti de délaissé. Ces dernières années, elle a préféré critiquer la gestion de la pandémie de COVID-19 ou l'engagement de l'Allemagne dans le conflit ukrainien. Alors qu'elle accuse ses anciens camarades d'abandonner la classe ouvrière en cédant aux guerres culturelles de la gauche libérale, Wagenknecht consacre elle-même de plus en plus d'attention à ces combats culturels en alimentant les polémiques contre la culture « woke ».

En adoptant une position intransigeante sur de tels sujets, Wagenknecht se place au centre d'une

attention massive et devient un point de convergence pour les électeurs « mécontents » de tous bords. Bien que des sujets plus fondamentaux de répartition des richesses soient abordés dans ses apparitions médiatiques ou ses newsletters, ils sont souvent submergés par une marée de critiques et par une liste exhaustive de doléances adressées au gouvernement. On peut toutefois faire le même reproche à ses adversaires au sein de Die Linke. On peut dès lors déplorer l'absence d'une critique plus cohérente du système néolibéral.

La gauche allemande est donc prise entre deux feux. En l'état actuel des choses, Die Linke et un hypothétique parti conduit par Wagenknecht semblent conduire à une impasse symétrique. Die Linke s'était en partie construit en s'appuyant sur les organisations syndicales de l'Allemagne de l'Ouest dans les années 2000, mais le parti a échoué à pérenniser cette base et à l'étendre. Wagenknecht, elle, paraît en mesure de mobiliser une large part de l'électorat ouvrier, mais son équipe, qu'ils fassent partie du groupe parlementaire ou de son réseau déclinant de sympathisants internes à Die Linke, semble trop peu structurée. Utiliser la popularité de Wagenknecht pour refonder un mouvement sur le modèle des campagnes électorales de Bernie Sanders pourrait peut-être fonctionner - mais le fiasco d'Aufstehen établit que ce scénario est peu probable.

ORGANISER LES CLASSES POPULAIRES

Ces vingt dernières années, au sein de la gauche radicale européenne, de nombreux militants ont pris conscience de l'insuffisance de la protestation sociale en tant que moyen d'action et ont redoublé d'efforts pour créer de nouvelles formations politiques - ou tenté de transfigurer les partis traditionnels, comme le parti travailliste en Grande-Bretagne. En Allemagne, Die Linke semble emprunter le chemin inverse et se rapproche des organisations « progressistes » de la « société civile », un terme vague qui englobe aussi bien les organisations de protection sociale que les ONG luttant pour les droits des réfugiés ou encore *Fridays for Future*...

Die Linke fait donc marche arrière, et revient aux orientations de la gauche européenne de la fin des années 1990 et du début des années 2000. À l'époque, l'énergie des mouvements altermondialiste avait conduit des marées de militants devant les parlements - mais guère plus. La transformation partisane la plus aboutie, celle du Parti de la refondation communiste en Italie, est totalement marginalisé depuis la fin des années 2000...

La crise financière de 2008 et le bouleversement politique qui s'ensuivit semblaient offrir la possibilité de remodeler la société sur des enjeux de classe, et d'unifier ainsi l'immense majorité des citoyens contre une élite capitaliste à l'origine de cette catastrophe. Certains pionniers politiques comme Pablo Iglesias ou Jean-Luc Mélenchon, frustrés par l'immobilisme de ces nouvelles gauches, ont alors fondé des formations politiques qui ont connu très rapidement d'importants progrès sur le plan électoral. Malgré tout, eux aussi ont eu du mal à pérenniser ces dynamiques en s'appuyant sur une base sociale cohérente. Podemos et la France Insoumise ont donc chacun tenté d'orienter leur parti vers une organisation plus traditionnelle. Wagenknecht semble elle aussi s'engager dans cette voie, mais les questions de classe sont aujourd'hui éclipsées par la guerre en Ukraine, et le contexte politique est largement dicté par l'extrême droite.

Ainsi, la gauche allemande ignore l'éléphant dans la pièce : les travailleurs, dont la place dans l'appareil de production confère une capacité inégalée à le transformer. La vague de grève du printemps dernier en Allemagne en a encore apporté la démonstration, des travailleurs de plusieurs secteurs étant parvenus à obtenir des augmentations de salaire supérieures à l'inflation.

Ce potentiel est pour l'heure ignoré. La gauche allemande semble incapable de s'adresser à l'ensemble des travailleurs, et encore moins de les organiser en mouvement politique. Travailler en ce sens reste pourtant le meilleur espoir de la voir entrer au gouvernement et de défier le statu quo.

Loren Balhorn

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

LVSL

<https://lvsl.fr/les-divisiones-de-die-linke-signes-dune-gauche-allemande-a-la-derive/>

Notes

[1] [Article de notre partenaire Jacobin](#), initialement publié sous le titre « The Split in Die Linke Reflects a Rudderless German Left ».